

# Le Financement des universitaires du Tier

Bart U. Nwafor - Université de Jos, Nigéria. Traduction Balbine Callou

**L**e livre de Sam Ifidon, "Essential of management for African university libraries", bien que concernant l'Afrique, semble résumer avec justesse le système de financement des bibliothèques universitaires dans les pays en voie de développement. Il écrit "Les bibliothèques universitaires tiennent leur budget de l'université dont les apports financiers se composent de subventions gouvernementales, de contributions et de dons privés, de dotations, de droits payés par les étudiants, de revenus d'investissements, ou travaux d'expertises. La bibliothèque peut avoir des apports directs provenant de la facturation des photocopies, de pénalités pour emprunts non retournés en temps voulu, de ventes de publications ou d'exemplaires en double, de droits pour prêts de documents spéciaux... La source principale du budget reste la subvention gouvernementale qui s'élève à environ 90 % du revenu total de chaque université... Et la part moyenne accordée aux bibliothèques universitaires Africaines de langue anglaise représente 5 % de la subvention totale revenant à l'université».

Cependant, dans les pays où les universités sont propriétés à la fois du gouvernement et d'organisations

privées, le Brésil par exemple, on peut s'attendre à ce que le système de financement diffère de celui décrit par le Dr Ifidon.

Ceci dit, le livre d'Ifidon a été édité en 1985 et depuis lors d'énormes changements économiques et sociaux se sont produits dans les pays en voie de développement.

## Changements économiques et sociaux

Mentionnons au hasard quelques événements récents dont la presse s'est fait l'écho, ces derniers mois :

a) Le Fonds Monétaire International, dans un rapport récent, montre que les économies des pays du sud du Sahara se sont détériorées encore plus qu'il n'était prévu l'année précédente. (BBC News, 3 avril).

b) Aujourd'hui le taux de change du naira par rapport au dollar est de 7,50 naira pour un dollar. De janvier 1986 à janvier 1989, la dévaluation du naira par rapport au dollar a été de 750 %. The Nigerian Guardian, 16 avril 1989, (p. 6) .

c) Vingt-huit des pays les plus pauvres d'Afrique ont demandé à leurs crédateurs étrangers d'effacer leurs dettes et certains d'entre eux sont au bord d'un effondrement économique imminent. (BBC News, 9 avril).

d) Le personnel et les étudiants de l'Université de Makerere en Ouganda, se sont mis en grève pour la première fois depuis 1948, date de la création de l'université. Ils réclament des salaires permettant de survivre ; le salaire d'un enseignant débutant serait de dix dollars par mois en moyenne. La chute des salaires a accompagné celle de la devise ougandaise. (BBC News, 2 mai).

e) La devise argentine, l'austral, a chuté par rapport au dollar dans les récents mois. Si en février un billet de 1000 australs valait encore 50 dollars, aujourd'hui il n'en vaut plus que 12. (National Concord, 3 mai 1989, p.8).

La devise argentine a été dévaluée de 80 %, depuis février 1989. (BBC News, 15 mai).

Inflation galopante, émeutes, état de siège... Ce sont les termes employés pour décrire la situation en Argentine où la devise glisse sur une pente descendante dont on ne voit pas la fin, et où l'inflation croît à un rythme de 2 % par jour. (BBC News, 29-30 mai).

f) Depuis la récession mondiale de 1980, survivre est devenu l'unique préoccupation des nations d'Afrique. Leur dette collective, alors de 150 milliards de dollars, a depuis presque

# bibliothèques ; Monde

doublé. En même temps le taux d'intérêt de la dette, de 7 % est passé à 35 %. (Nigerian Television Authority (NTA), Newsweek programme, 18 mai).

g) Une grève générale a éclaté au Venezuela, la première en trente ans. Au début de février, environ 300 personnes ont été tuées pendant des émeutes où les grévistes réclamaient du gouvernement un adoucissement quant aux conséquences pour eux, par exemple le doublement du prix des marchandises, des très dures mesures économiques adoptées. (BBC News, 18 mai).

h) Les écoles normales se sont mises en grève pour leur salaire. (BBC News, 26 mai).

i) Un couvre-feu a été instauré dans la ville nigérienne de Bénin, à la suite de manifestations estudiantines protestant contre la politique d'ajustement structurel du gouvernement (Des manifestations semblables ont été rapportées depuis dans d'autres villes du Nigéria, y compris Lagos). (Voice of America News, 26 mai).

j) La dette étrangère du Pakistan s'élève à plus de 800 millions de dollars et la plupart des gens ne mangent que grâce à l'aide du gouvernement. (BBC News, 3 juin).

k) L'Ouganda a obtenu du Fonds

Monétaire International un crédit de 238 millions de dollars pour le financement de trois ans de réformes économiques. (National Concord, 7 juin, p. 10).

Dettes massives envers l'étranger ; plans de paiement de la dette complètement décourageants ; devises surdévaluées ; emprunts incessants à l'occident surtout auprès du FMI et de la Banque Mondiale ; mesures économiques d'une rigueur controversée apportant avec elles des bouleversements majeurs et sociaux ; émeutes de la faim ; grèves en séries et manifestations pour l'amélioration du niveau de vie du citoyen etc... Tels sont les événements rapportés quotidiennement dans les pays en voie de développement.

L'expérience nigérienne peut nous servir pour illustrer les effets dévastateurs de l'effondrement des économies du Tiers Monde sur leurs systèmes d'éducation et les bibliothèques universitaires. Coïncidence, un magazine d'information connu a récemment mené une enquête sur le sujet et nous n'avons, pour illustrer notre propos, qu'à extraire quelques unes des réflexions recueillies :

I) "On ne peut pas éduquer un enfant affamé. Le problème de la faim doit

être résolu en premier". Un éducateur et critique social.

II - "De nombreux étudiants de l'enseignement supérieur sont dans l'impasse. Beaucoup sautent un petit-déjeuner et même le déjeuner pour pouvoir poursuivre leurs études... Mais la cherté des manuels et le coût élevé des quelques exemplaires disponibles enlèvent toute signification aux efforts faits pour s'instruire... Lors de la dernière foire du livre d'Ife, beaucoup de ceux qui s'y sont rendus pour acheter des livres, n'ont tout simplement pas pu se le permettre. Certains livres coûtaient moins de 50 naira il y a trois ans ; ils en valent maintenant plus de 400"...

III - "Nous délivrons maintenant des diplômes à des étudiants qui ne lisent pas de livres". Directeur du département d'anglais.

IV - "Je compte sur la bibliothèque qui n'est pas fournie en documents puisque l'université n'a pas d'argent. Cela signifie que nous enseignons en 1989 les données de 1979". Un enseignant d'université.

V - "Nous avons toujours le même budget depuis cinq ans. Ce qui est irréaliste si l'on considère que le prix des livres s'élève tous les jours et que la valeur de notre devise, le naira, a chuté". Un bibliothécaire universitaire.

Peut-être dois-je ajouter rapidement que l'état de ma bibliothèque à Jos est pire que celle de mes collègues. Pour 1985/86, par exemple, notre budget total a été de 1.036.648 naira et est tombé à 766.828 en 1986/87 ! Pire ce budget s'est révélé insuffisant pour nous permettre de garder nos abonnements à l'étranger que nous avons dû réduire de 2 000 à 300 titres.

On peut faire encore quelques observations sur l'état des bibliothèques universitaires du Nigeria :

I - A Ibadan la faculté de médecine n'a pu, depuis le deuxième semestre de 1985, acquérir aucun document, pas même un exemplaire de périodique .

**II** - Dans certaines bibliothèques, l'exemplaire le plus récent de quelque périodique que ce soit date de 1982.

**III** - Rares sont les bibliothèques possédant quelques titres de périodiques depuis 1974. Beaucoup ne reçoivent plus aucun abonnement depuis cinq ou six ans.

A l'exception de la Chine qui ne correspond pas aux pays types du Tiers Monde et où selon Xiao, les bibliothèques ont vu leur budget augmenter de 47 % entre 1980 et 1986 (de 5.216.000 yuan en 1980, à 14.708.000 yuan en 1986), presque toutes les bibliothèques universitaires des pays en voie de développement semblent avoir subi une diminution sinon de la subvention qu'ils recevaient, en tout cas de sa valeur en pouvoir d'achat. Andrade s'exprime dans ce sens à propos des bibliothèques universitaires de Minas Gerias au Brésil "la valeur réelle du budget d'acquisition a baissé". Dans la même veine, Phiri quant à la Zambie conclut à un financement inapproprié et à peu d'échanges avec l'étranger pour les documents imprimés, malgré la quantité commandée hors frontières. La situation en Tanzanie est encore pire. Petersen nous informe qu'il est interdit depuis 1979 d'acquérir des ouvrages étrangers, mesure dont Kaungamo conclut avec justesse qu'elle menace l'existence même des bibliothèques.

De ce qui précède, il n'est pas exagéré d'affirmer que les bibliothèques du Tiers Monde sont actuellement au bord du gouffre. En fait il faut aller plus loin et déclarer sans ambages que les conditions d'un état d'urgence sont réunies dans nos bibliothèques universitaires.

Cependant c'est sans surprise que nous voyons certains de nos collègues des pays industrialisés se hâter de nous rappeler que eux aussi ont fait l'expérience récente de restrictions budgétaires non moins rigoureuses que celles que nous subissons; et de se référer aux exemples donnés

par Wood et Larose. Bien sûr nous les assurons de notre compréhension des problèmes posés par la montée continue du prix des livres et des périodiques et par les cours fluctuants des devises, néanmoins il faut souligner que ces difficultés sont loin d'être comparables à celles que doivent affronter leurs collègues du Tiers Monde : nos devises ont été dévaluées sans pitié, notre revenu par habitant a piqué du nez, et alors que dans la région, les publications étrangères constituaient déjà 90 % de notre fonds, ceci ne cesse de s'accroître. En effet notre édition est paralysée par le manque de papier, d'encre, de plaques photographiques, de machines à imprimer ; il y en a d'autant moins qu'il faut les importer. D'autre part les machines en panne ne peuvent être réparées faute de pièces détachées. De sorte que nous publions de moins en moins, et, ironie, dans nos pays les maisons d'édition conservent des arriérés de manuscrits ! Finalement des sentiments de frustration, déception, désespoir, impuissance s'emparent de nos quelques auteurs, de ceux qui travaillent avec l'industrie du livre et des publics de lecteurs.

Jamais dans l'histoire des bibliothèques universitaires du Tiers Monde, de tels faits ne se sont produits. Non, nos bibliothèques ne sont pas en détresse, mais, redisons-le, au bord du gouffre. Et là encore, nous avons à nous plaindre non seulement de ne pouvoir rien acquérir, mais aussi de voir les quelques fonds qui nous restent plus que jamais saccagés et pillés par le lecteur affamé de livre qui ne peut plus acheter son propre exemplaire.

### **Peut-on sauver les bibliothèques ?**

La question est : peut-on sauver ces bibliothèques ? Ma réponse est un oui provisoire eu égard aux trois suggestions qui me viennent à l'esprit :

**I** - Coopération et partage associatif

des ressources par les bibliothèques en détresse, c'est la panacée habituelle recommandée par les bibliothécaires pour faire face à ce type de problème. Nos collègues seront peut-être intéressés de savoir que les bibliothèques universitaires et de recherche du Nigeria ont déjà examiné cette solution lors d'un séminaire tenu en 1987, dont les comptes rendus ont depuis été publiés. Probablement sans la résolution prise lors de ce séminaire de partager «la pauvreté qui semble devoir être notre lot pour encore longtemps», le fonctionnement de nos bibliothèques se serait encore davantage détérioré.

**II** - Amener les autorités qui financent les universités à accentuer leurs largesses et à y inclure les bibliothèques. On présuppose alors que ces autorités ont des moyens non employés et qu'une bonne priorité sera donnée aux bibliothèques. Les deux solutions, l'expérience le montre, sont chimériques. A mon avis, seul un miracle, comme l'effacement de la dette du Tiers Monde par les nations créditrices, et le rééquilibrage de l'économie mondiale pourraient améliorer les choses. A cette occasion, la tendance à vouloir croire que 5 % du budget de l'université suffisent au fonctionnement de la bibliothèque, est irréaliste. Les indices économiques et sociaux, le fait que très rares sont les bibliothèques universitaires dans le Tiers Monde pouvant prétendre à un fonds d'un million de livres ou plus (la collection entière de toutes les bibliothèques du Nigéria est estimée à moins de huit millions d'ouvrages), montrent qu'une allocation représentant 10 % du budget de l'université semble plus près des besoins.

**III** - La dernière suggestion est l'aide étrangère qu'on peut illustrer par des exemples déjà existants :

a) l'action de philanthropes, personnes civiles ou morales, comme Ford, Carnegie, Rockefeller, le British Council, l'USIS, Emerson Electric aux Etats Unis, Tripple As, etc...

b) le Comité Australien des bibliothécaires collecte régulièrement,

parmi ses membres, des documents en surplus (et non périmés), et les envoie aux bibliothèques universitaires du Tiers Monde de la région du Pacifique ;

c) des collectes semblables sont organisées en Grande Bretagne par, entre autres, le «Ranfury Library service», "l'International Campus Book Link" (Lien international inter-campus pour les livres), le "Textbook for Africa Project" (Projet des manuels pour l'Afrique), le "Schools Partnership Worldwide" (Partenariat mondial pour les écoles), etc...

d) aux Etats Unis, des institutions comme le Rotary international, la compagnie "Frères à frères" (Brothers to brothers Inc.) de Pittsburgh, Dariens (?), etc, rassemblent les surplus des éditeurs et d'autres documents et les envoient par bateaux, en containers, toujours, aux pays en voie de développement ;

e) on sait que des associations de pays industrialisés ont rassemblé et donné du matériel à leurs équivalents infortunés des pays moins développés. A cet égard, je souhaiterais reconnaître publiquement l'aide significative apportée à ma bibliothèque et saluer la générosité de G.G. Allen de l'université de Curtin, Ed Walters de l'université de Dallas (Texas) et enfin John Hudson de l'université d'Arlington (Texas). Ces donations ont peut-être été facilitées par les

contacts personnels et directs que j'ai pu avoir avec ces personnes, directeurs des bibliothèques citées. J'avais découvert, lors de mon congé sabbatique passé aux Etats Unis il y a quelques années, que nombre de bibliothèques universitaires possédaient des fonds qu'elles auraient volontiers donnés aux bibliothèques dans le besoin, si seulement elles avaient pu identifier ces dernières et trouver les arrangements appropriés pour évacuer les fonds en question. D'autres programmes de collecte existent certainement, autres que ceux que je viens de mentionner.

Serait-ce trop demander à une organisation internationale telle que l'IFLA, peut-être au début par l'intermédiaire de sa Section des bibliothèques universitaires, de coordonner une action mondiale ayant pour but, dans les pays industrialisés, d'identifier, de rassembler et de distribuer les publications excédentaires ou des équipements et articles de bibliothèques, pour les pays en voie de développement ?

Serait-ce excessif de demander à la Section des bibliothèques universitaires, de mettre sur pied, dès maintenant, pendant ce congrès, un comité de quelques personnes qui examineraient cette proposition de plus près pour déterminer ce qui est faisable ou ne l'est pas ?

Le monde a relevé les défis des grandes catastrophes naturelles, sécheresses, tremblements de terre, qui ont frappé des pays développés, en rassemblant des fonds ou autres dons par des intermédiaires tels que le "Band Aid", le "Live Aid", le "Sports Aids", etc... Une catastrophe grave s'abat en ce moment sur les bibliothèques universitaires des pays en voie de développement, nécessitant aussi une intervention internationale. Villa avec justesse s'interrogeait «après toutes ces aides, pourquoi pas une aide par le livre ?". Si cette aide ne se déclare pas, alors nous n'avons plus qu'à préparer l'annonce de décès des bibliothèques universitaires des pays en voie de développement. Et dans ce cas, quelle différence si les directeurs de ces bibliothèques remplissaient les qualifications requises pour le directeur de la Bibliothèque publique de Chicago, dans une annonce satirique du Chicago Sun Times du 11 mars 1985 :

"Expérience : aucune en tant que bibliothécaire".

Recherchons un administrateur de premier ordre, coriace, possédant le charme de Satan, l'énergie de Lee Iacocca, les talents d'évangélisation de Billy Graham, la capacité de trouver des fonds d'un Carnegie, Rockefeller ou Vanderbilt.

Faiseurs de petits miracles, s'abstenir.